Le 19 novembre,
retraité·es, exprimons notre colère, toutes et tous à Paris !

Après plus de 40 années de travail et de cotisations, nous avons acquis des droits légitimes. Tout au long de nos carrières, nous avons financé l'assurance maladie et permis le paiement des pensions des générations qui nous ont précédés.

Pourtant, une campagne médiatique et politique tente aujourd'hui de faire passer les retraité·es pour des « égoïstes fortunés », responsables des difficultés économiques du pays.

Ce dénigrement doit cesser

La réalité de la majorité des retraité·es en 2026 est tout autre :

- **Plus de 60 %** perçoivent une pension inférieure au Smic (1 823 € bruts).
- **33 %** touchent moins de 1 000 €, et l'écrasante majorité (74 %) sont des femmes aux carrières souvent hachées et sous-payées.
- **2 millions** vivent sous le seuil de pauvreté et 2,5 millions de personnes de plus de 60 ans subissent la précarité énergétique.

Le mépris du patronat et des gouvernements n'est pas acceptable !

Les grands groupes cotés en Bourse souvent exonérés de cotisations sociales versent des milliards d'euros aux actionnaires. Pendant ce temps, les pensions stagnent. **Ce n'est pas une injustice, c'est du vol.**

Comment vivre dignement avec de tels revenus en 2026 ?

Le dogme du capitalisme, un système inégalitaire source de précarité

Ce ne sont pas les retraité·es qui hypothèquent l'avenir des générations futures, mais :

- Un système qui privilégie les intérêts des plus riches, au mépris des êtres humains et de l'environnement.
- Les politiques libérales qui démantèlent méthodiquement les conquêtes sociales issues du Conseil National de la Résistance (Sécurité sociale, services publics, etc.),
- Le mépris envers les jeunes, qui se rebellent, confrontés à une éducation nationale dépecée et au manque de moyens auxquels le gouvernement répond par la répression et la violence policière.

Un gouvernement qui privilégie le grand capital et les plus riches

Les propositions du gouvernement contenus dans les projets de Loi de Finance (PLF), et de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) ne sont ni des erreurs, ni des maladresses.

20/10/2026 - Ne pas jeter sur la voie publique

Il protège les plus riches, les actionnaires des entreprises dont les profits ne cessent d'augmenter.

Ces choix privent le pays des moyens nécessaires pour répondre aux attentes et besoins de toute la population.

Le gouvernement réduit en pleine conscience les recettes du budget de la France et celui de la Sécurité sociale. Il privilégie les dépenses des armées en augmentant leur ligne budgétaire de 6,4 Mds d'euros et propose de baisser de 30 % la surtaxe d'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises, celles-là même qui versent des milliards d'euros de dividendes.

Une offensive directe sur le pouvoir d'achat des retraité·es

Le gouvernement continue de s'attaquer au pouvoir d'achat des retraité·es pour combler le manque de recettes :

- Pour les retraité·es qui perçoivent plus de 1 260 euros toutes pensions confondues, **la revalorisation sera inférieure à l'inflation.**
- Pour celles et ceux qui touchent plus de 2 034 euros, l**a revalorisation sera de 0 %.**
- Le gouvernement considère qu'une pension supérieure à 1 260 euros permet de bien vivre !

De qui se moque-t-on ?

L'objectif affiché est d'économiser 3,4 Mds d'euros. Une somme qui mérite d'être comparée aux 107,5 milliards versés aux actionnaires en 2025 pour les seules entreprises du CAC 40.

Le gouvernement vise aussi à remplacer l'abattement fiscal de 10 % dont bénéficient les retraité·es (comme tous les contribuables) par un plafond de 3 000 euros. Cette mesure rendrait imposables de nombreux·euses retraité·es avec toutes les conséquences que cela aura sur le droit aux aides sociales.

Ces mesures viennent s'ajouter à celles prises par décret cet été : déremboursement de certains médicaments et actes dentaires, relèvement des plafonds annuels des franchises médicales et participations forfaitaires (de 50 à 70 euros).

De plus, après une année blanche en 2025, les retraites complémentaires Agirc Arrco, sous la pression du patronat, ne seront revalorisées que de 1,4 % alors que l'inflation prévisible pour 2026 serait d'au moins 3 %. Cette décision du conseil d'administration consacre une nouvelle baisse de pouvoir d'achat des retraité·es.

Assez ! Il est temps d'agir, rien n'est joué !

La mobilisation massive des retraité·es doit peser sur les débats et contraindre le gouvernement et les parlementaires à revoir leur copie.

C'est la raison pour laquelle, l'UCR-CGT, aux côtés d'autres organisations et associations, appelle l'ensemble des retraité·es à participer à la manifestation nationale des retraité·es à **Paris le 19 novembre 2026.**

Agissons ensemble pour exiger :

- La revalorisation immédiate de toutes les pensions à hauteur de 10 %.
- Le maintien de l'abattement fiscal de 10 % pour les retraité·es.
- Un droit effectif à la santé et un accès aux soins garanti, quels que soient les revenus ou le lieu de résidence.
- Le développement des services publics sur l'ensemble du territoire.

ENSEMBLE, FAISONS BOUGER LES LIGNES !

TOUTES ET TOUS À PARIS

LE 19 NOVEMBRE

https://union-confederale-retraites.cgt.fr/